

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 8 juin 2015

Direction des finances

41 2015.RRGR.101 Motion 044-2015 Wüthrich (Huttwil, PS) Bonus-temps: égalité de traitement de toutes les catégories professionnelles Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention: 044-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 22.01.2015
Déposée par: Wüthrich (Huttwil, PS) (porte-parole)
Hadorn (Ochlenberg, UDC)
Cosignataires: 3
N° d'ACE: 512/2015 du 29 avril 2015
Direction: FIN

Bonus-temps: égalité de traitement de toutes les catégories professionnelles

Le Conseil-exécutif est chargé d'adapté le bonus-temps accordé au personnel cantonal pour le travail de nuit et de fin de semaine de telle sorte que l'indemnité soit la même pour toutes les catégories professionnelles.

Développement

La modification de l'ordonnance sur le personnel (OPers) de 2014 prévoit les dispositions suivantes :

1. Les agents et agentes des classes 18 et inférieures touchent une allocation pour le travail effectué de nuit ou en fin de semaine conformément à l'article 130 OPers. Le Conseil-exécutif peut différencier l'allocation et en fixer le montant forfaitairement en fonction des catégories professionnelles et du type de travail.
2. Les membres du personnel des établissements, des prisons et des EMS qui n'assument pas de tâches sanitaires et qui n'assurent que le service de nuit ou qui l'assurent assez régulièrement ne bénéficient pas de l'allocation pour travail de nuit. Le travail de nuit est pris en compte équitablement par l'affectation à une classe de traitement plus élevée. Le travail de fin de semaine donne néanmoins droit à l'allocation.

Le chiffre 4.2 de l'arrêté du Conseil-exécutif 29 du 15 janvier 2014 prévoit que le personnel soignant des cliniques psychiatriques, les collaborateurs et collaboratrices du service de sécurité à l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement, les collaborateurs et collaboratrices de l'entretien des routes à l'Office des ponts et chaussées, les concierges et les collaborateurs et collaboratrices de la surveillance de la chasse (OAN) qui sont affectés aux classes de traitement 1 à 18 reçoivent un bonus-temps de 20 pour cent pour les interventions effectuées entre 20 heures et 6 heures. Mais ce même ACE fixe l'indemnité à 16 pour cent pour les agents et agentes de la Police cantonale.

A l'origine, le bonus-temps était de 10 pour cent pour la Police cantonale, le service de sécurité et les concierges. Les cantonniers et cantonnières touchaient 20 pour cent. A partir de 2010, le Conseil-exécutif a relevé le tarif de deux points par an, si bien qu'à partir de 2014, l'allocation était de 20 pour cent. Pour des raisons de coût, l'allocation de la Police cantonale n'a été augmentée que jusqu'en 2012 ; elle est gelée depuis lors à 16 pour cent.

Aucun motif rationnel n'explique cette inégalité de traitement, hors celui de l'économie. Nous partons du principe que cette discrimination serait condamnée par les tribunaux et demandons par conséquent au Conseil-exécutif d'accorder le même bonus-temps à la Police cantonale qu'aux autres catégories de personnel.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Avant de prendre position sur la présente motion, le Conseil-exécutif tient à préciser à titre préliminaire qu'il existe deux types d'indemnisation pour le travail de nuit :

1. Allocation pour travail de nuit (indemnisation monétaire)

Les motionnaires citent aux chiffres 1 et 2 de leur développement les dispositions de l'article 84g de l'ordonnance sur le personnel (OPers ; RSB 153.011.1). Cette base légale porte sur l'*indemnisation financière* du travail de nuit. L'allocation correspondante est accordée pour les interventions effectuées entre 20 heures et 6 heures. Son montant est de 5 francs de l'heure, auxquels s'ajoute un supplément de 10,64 pour cent pour les vacances. Depuis le 1^{er} janvier 2015, cette allocation est versée aux agents et agentes des classes 23 et inférieures (jusqu'à fin 2014 : classes 18 et inférieures) et figure à l'article 84g OPers (auparavant art. 119 OPers).

2. Bonus-temps pour travail de nuit (indemnisation non monétaire)

Les agents et agentes des classes de traitement 1 à 18 qui travaillent régulièrement de nuit reçoivent en outre un bonus-temps pour travail de nuit pour les interventions effectuées entre 20 heures et 6 heures. Il s'agit d'un *crédit horaire* inscrit sur le compte du temps de travail annuel. Le bonus-temps pour travail de nuit est de 16 pour cent pour les collaborateurs et collaboratrices ayant le statut de policier, et de 20 pour cent pour les autres agents et agentes cantonaux qui travaillent régulièrement de nuit. Concrètement, un bonus-temps de 20 pour cent signifie que pour une intervention de nuit d'une durée de cinq heures, par exemple, les personnes concernées se voient créditer une heure de travail supplémentaire (contre 48 minutes pour un bonus-temps de 16 %). Le bonus-temps a pour objectif de permettre au personnel de se reposer suffisamment après des interventions de nuit éprouvantes, dans le but de protéger leur santé. Sa base légale se trouve depuis le 1^{er} janvier 2015 à l'article 119 OPers. Auparavant, le bonus-temps pour travail de nuit était réglementé par arrêté du Conseil-exécutif.

Les motionnaires demandent que les collaborateurs et collaboratrices ayant le statut de policier bénéficient du même bonus-temps de 20 pour cent que les autres catégories professionnelles, au lieu de 16 pour cent actuellement. Pour examiner cette exigence, il convient de se replacer dans le contexte de l'introduction du bonus-temps pour travail de nuit.

Le bonus-temps pour travail de nuit a été créé en 1990. Il ne concernait initialement que le personnel soignant des (actuelles) classes de traitement 18 et inférieures, et s'élevait à 20 pour cent. En 2006, le Conseil-exécutif a chargé la Direction des finances d'examiner la possibilité d'étendre le bonus-temps pour travail de nuit aux autres catégories de personnel. La Direction des finances a formé pour ce faire un groupe de travail interdirectionnel qui comprenait aussi des membres de l'Association du personnel de l'Etat de Berne, du syndicat des policiers et de la Police cantonale.

Se fondant sur une proposition de ce groupe de travail, le Conseil-exécutif a décidé d'étendre progressivement le bonus-temps aux autres catégories de personnel à partir de 2009. Il prévoyait ainsi d'accorder aux agents et agentes des classes de traitement 18 et inférieures travaillant régulièrement de nuit un bonus-temps de dix pour cent en 2009, puis d'augmenter celui-ci de 2 pour cent chaque année jusqu'à 20 pour cent. D'autre part, l'augmentation progressive du bonus-temps pour travail de nuit ne devait pas aller au-delà des 16 pour cent pour les membres de la police, en vertu également de la proposition du groupe de travail. Ce plafonnement du bonus-temps ne résultait pas de motivations financières, mais principalement de la considération suivante :

- Le projet d'introduction du bonus-temps, en 2007, a pris en considération le fait que le corps de police était la seule catégorie de personnel à avoir droit à la rente de vieillesse maximale dès l'âge de 60 ans révolus et 35 années de cotisation. La nouvelle loi sur les caisses de pension cantonales (LCPC; RSB 153.41) comporte une réglementation analogue puisqu'elle prévoit que les membres de la Police cantonale peuvent partir à la retraite trois années plus tôt que les autres catégories de personnel – solution financée au moyen de cotisations supplémentaires de l'employeur et des employés. Cette possibilité qui est offerte aux policiers et policières de prendre leur retraite plus tôt doit être vue, tout comme le bonus-temps pour travail de nuit, sous l'angle de la protection de la santé et des charges particulières liées au service de la police. On peut donc la considérer en partie comme une compensation du travail de nuit éprouvant, d'autant que d'autres

catégories de personnel qui subissent des désagréments analogues ne bénéficient pas de cette possibilité.

Pour cette raison, le Conseil-exécutif estime que la réglementation différenciée qui fixe le bonus-temps à 16 pour cent pour le corps de police et à 20 pour cent pour les autres catégories de personnel reste appropriée. Tant qu'elles respectent les limites imposées par l'interdiction de l'arbitraire et l'égalité de droit, les autorités cantonales disposent d'une très grande marge d'appréciation en ce qui concerne les questions de rémunération. La législation n'enfreint pas le principe de l'égalité de droit lorsqu'il existe des raisons fondées et objectives d'établir une telle différenciation. Or, comme le montrent les explications qui précèdent, le montant du bonus-temps accordé aux membres de la police repose sur des raisons objectives.

Pour conclure, le Conseil-exécutif souhaite tout de même évoquer les conséquences financières de l'augmentation de 16 à 20 pour cent du bonus-temps accordé aux membres de la police que demandent les motionnaires. Comme ce bonus-temps correspond à un crédit horaire qui est inscrit au compte annuel d'heures de travail, l'augmenter impliquerait qu'il serait possible de programmer moins d'interventions pour les effectifs de police existants. Il en résulterait pour la Police cantonale une perte de capacité qu'il faudrait compenser par du personnel supplémentaire. L'augmentation du bonus-temps de quatre pour cent nécessiterait ainsi d'engager une quinzaine de policiers et policières supplémentaires, avec à la clé des coûts annuels de l'ordre de CHF 2 millions (équipements inclus).

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Es handelt sich hier um eine Richtlinienmotion. Wir führen eine reduzierte Debatte, also 2 Minuten pro Votum. Der Regierungsrat lehnt diese Motion ab.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich komme mit dem aktuell wichtigsten Anliegen der Polizistinnen und Polizisten zu Ihnen. Bei der Änderung der Personalverordnung diskutierten wir die Frage, wie die Polizistinnen und Polizisten zu der Tatsache stehen, dass sie «nur» 16 Prozent Zeitzuschlag erhalten, wenn sie am Wochenende und in der Nacht arbeiten, und nicht gleich viel wie alle andern Angestellten des Kantons, die in der Nacht arbeiten. Die Polizistinnen und Polizisten empfinden dies heute als Ungerechtigkeit. Sie verstehen den Zusammenhang nicht gegenüber den andern ihnen gewährten Anstellungsbedingungen. Denn als sie sich bei der Polizei anstellen liessen, sagte man ihnen, es sei ein Vorteil für sie, wenn sie drei Jahre früher in Pension gehen können. Und jetzt kommt man und sagt, sie hätten dafür nur einen Zeitzuschlag in der Höhe von 16 Prozent statt wie die andern 20 Prozent zugut. Der Geschäftsbericht, den wir vorhin beraten haben, zeigt die Situation des Corps sehr gut auf. Der Regierungsrat schreibt, das Corps sei unzufrieden, es hätten keine Verbesserungen vorgenommen werden können und so weiter. Deshalb ist es etwas merkwürdig, wenn der Regierungsrat in diesem Bereich nichts machen und kein Zeichen setzen will, wenn er doch selber im Geschäftsbericht 2014 ein Problem bei der Rekrutierung und bei der Konkurrenzfähigkeit mit andern Kantonen festgestellt hat. Hinzu kommt – und das weiss der Regierungsrat vielleicht nicht: Innerhalb des Polizeicorps wurde die Pikettentschädigung in Zeit für Wochenendarbeit abgeschafft. Zum Beispiel erhält ein Mitarbeiter von Enzian, der ein Wochenende zu Hause bleiben und sich samstags und sonntags bereithalten muss, damit er innerhalb von 30 Minuten arbeiten gehen kann, pro Tag 30 Franken Pikettentschädigung. Das kommt hinzu, und das ist der Grund, warum Polizistinnen und Polizisten unzufrieden sind. Angesichts der Begründung des Regierungsrats wandle ich die Motion in ein Postulat, damit wir diskutieren und das neue Element der Pikett-entschädigung gemeinsam prüfen können. Ich bitte Sie, das Postulat zu überweisen, damit wir zusammen mit dem Regierungsrat gleichzeitig die Pikett-entschädigung prüfen können.

Le président. Die Motion wurde in ein Postulat gewandelt.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Obwohl der Vorstoss in ein Postulat gewandelt wurde, lehnen wir ihn ab. Wir haben ein gewisses Verständnis dafür, dass der Verbandspräsident einen solchen Vorstoss einreicht. Sie sind der Interessenvertreter, Sie dürfen das. Aber weniger Verständnis haben wir dafür, dass der Sparapostel Grossrat Hadorn den Vorstoss mitunterzeichnet hat. Das hat uns schon ein bisschen gestört. Das nur als Warm-up.

Die FDP steht hinter der Kantonspolizei. Wir haben Verständnis, das ist ganz klar. Aber: Wir können das Problem mit diesem Vorstoss nicht regeln. Sicher kann man sich vordergründig fragen, warum die Kantonspolizei nur eine Zeitgutschrift von 16 Prozent erhält und die anderen 20 Prozent. Man könnte sich fragen, ob das jetzt eine schreiende Ungerechtigkeit ist. Auf diese Idee könnte man durchaus kommen. Aber das ist eben nur die halbe Wahrheit. Ich bin froh um die Antwort des Regierungsrats. Im Jahr 2007 wurde das Ganze thematisiert, wie der Antwort zu entnehmen ist. Damals wurde alles berücksichtigt, und man stellte fest, dass die Polizeiorgane privilegiert sind: Alle im Polizeidienst beschäftigte mit 35 Beitragsjahren können mit 60 Jahren in Pension gehen, und zwar mit voller Rente. Das kann sonst niemand im Kanton. Deshalb überwiegt dieser Vorteil alles andere. Übrigens entspricht die Regelung bei der Kantonspolizei den griechischen Verhältnissen: Zurzeit können alle Beamten in Griechenland mit 60 Jahren mit voller Rente in die Pension gehen. Und Sie wissen ja, wie es um diesen Pleitestaat steht und was die Troika verlangt. Ich will damit nur Folgendes sagen: Die Kapo kann sich nicht beklagen; die für sie geltende Regelung für die Pensionierung ist vorteilhaft, sie gilt alle andern Vorteile ab. Und es gibt nicht den Fünfer und das Weggli. Dies schon rein aus finanziellen Überlegungen, denn sonst besteht die Gefahr, dass plötzlich andere Personalkreise ebenfalls auf eine vorteilhafte Pensionierungsregelung plädieren, wenn man jetzt bei der Kantonspolizei eine Änderung vornimmt.

Die Probleme der Kantonspolizei sind bekannt, Frustration und so weiter, das wissen wir. Aber wir ändern das Problem nicht, indem wir diesen Teilbereich ändern. Deshalb ist dieses Vorgehen falsch, und wir lehnen sowohl eine Motion als auch ein Postulat ab.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Im Gegensatz zu meinem Vorredner ist meine Fraktion dankbar für die Wandlung in ein Postulat, weil damit eine offene Ausgangslage besteht, um das berechtigte Anliegen zu prüfen. Es liegt auf der Hand, dass hier gute Prüfgründe bestehen. Das geht sowohl aus dem Vorstoss von Adrian Wüthrich als auch aus der Antwort des Regierungsrats hervor. Es ist richtig, mal hinzuschauen und die Situation zu analysieren. In der Antwort des Regierungsrats wird darauf hingewiesen, dass es sehr wohl auch Argumente gibt, um die heutige Regelung aufrechtzuerhalten. Grund dafür ist in erster Linie die historische Betrachtung, wie sich das Ganze entwickelt hat. Auf der andern Seite sind die Anstellungsbedingungen des Kantons Bern sowie jedes anderen öffentlichen Gemeinwesens und jedes anderen Arbeitgebers dem Wandel der Zeit unterworfen. In der Antwort des Regierungsrats wird klar, dass auch die Entschädigung von Nacht- und Wochenendarbeit zum Beispiel mit dem Fünfliber und auch mit den Zeitgutschriften einem Wandel unterworfen war. Es gab eine Zeit, als man in der Gehaltsklasse 1 bis 18 diesen Fünfliber erhielt. Das wurde mit der jüngsten Revision der Personalverordnung bis in die Gehaltsklasse 23 ausgeweitet. Das zeigt letztlich auf, dass das Ganze Entwicklungen unterworfen ist, mal gehts in diese und mal in jene Richtung. Von daher ist es durchaus legitim, das hier einmal zu prüfen. Was gewissermassen übergeordnet ebenfalls dafür spricht, ist Folgendes: Letztlich hat man ein Interesse an transparenten Anstellungsbedingungen, und transparente Anstellungsbedingungen sind letztlich auch einheitliche Anstellungsbedingungen. Statt zahlreiche Spezialregelungen für verschiedene Funktionen zu haben, wäre es sinnvoller, dort, wo es möglich ist, einheitliche Anstellungsbedingungen anzustreben. Der Schritt, der hier vorgeschlagen wird, würde dazu beitragen. Von daher wird die Fraktion der Grünen diesen Vorstoss als Postulat unterstützen.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Die Personalverordnung 2014 regelt die Vergütungen für die Nacht- und Wochenendarbeit. Ab 2010 wurden die Entschädigungen jährlich um 2 Prozent angepasst, so dass ab 2014 20 Prozent ausgerichtet werden. Bei der Polizei wurde eine Erhöhung auf 16 Prozent fixiert. Es gibt zwei verschiedene Zulagen: Einerseits die monetäre Nachtzulage von 5 Franken pro Stunde. Diese Entschädigung bekommt auch die Polizei. Andererseits gibt es die Zeitgutschrift für Nachtarbeit, die auf dem Jahreszeitarbeitskonto gutgeschrieben wird. Lediglich diese Zeitgutschrift beträgt für die Polizei maximal 16 Prozent. 2009 wurde die heutige Regelung in einem Ausschuss erarbeitet, in dem auch der Staatspersonalverband und der Polizeiverband Einsitz hatten. Die seinerzeitige Regelung wurde nicht aus Kostengründen aufgenommen, sondern weil die Polizei bei der Pensionskasse eine privilegierte Regelung hat. Bei der PK haben wir also auch nicht die gleiche Handhabung wie bei den übrigen Staatsangestellten. Wir schätzen die nicht immer leichten Einsätze der Polizei, vor allem auch in der Nacht, sehr. Bei dieser Gelegenheit danke ich den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern der Polizei für ihren unermüdlichen Einsatz herzlich.

Die Kantonsangestellten sollen für gleiche Einsätze gleich entschädigt werden. Da aber bei der

Polizei eine spezielle Regelung für eine vorzeitige Pensionierung besteht, gibt es hier ebenfalls eine Privilegierung der Polizei gegenüber all den anderen Kantonsangestellten. Die vorzeitige Pensionierung hilft der Kanton vorzufinanzieren. Zusammengefasst heisst das also: Die Polizei kann während ihrer Tätigkeit 4 Prozent weniger aus der Zeitgutschrift für Nachtarbeit kompensieren, dafür kann sie drei Jahre früher in Pension gehen. Hier gibt es also einen Ausgleich. Wenn man die Gesamtrechnung macht, wird bei der Polizei mit der um drei Jahre früheren Pension vermutlich ein Ausgleich erstellt für die geleistete Nachtarbeit. Die BDP-Fraktion lehnt sowohl die Motion als auch ein Postulat ab.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Ich danke für die klare Antwort der Finanzdirektorin. Es ist klar: Die Personalverordnung und das Personalreglement sind austarierte Meccanos. Die einen können früher gehen und die andern haben eine höhere Zeitgutschrift. Wer hier in einem Postulat verlangt, dass nur die eine Seite erhöht wird und die andere nicht, muss sich von uns den Vorwurf machen lassen, er sei auf einem Auge ein bisschen blind. Es erstaunt mich, dass man bei den einen, der Polizei, erhöhen soll und die andern, zum Beispiel das Krankenpflegepersonal, das genau gleich einen wichtigen Beitrag für die Gesellschaft leistet wie die Polizei, in eine schlechtere Position bringt. Entweder erhöhen wir bei allen die personalrechtlichen Arbeitsbedingungen, oder wir lassen es bei allen gleich. Aus diesem Grund werden wir auch ein Postulat nicht unterstützen. Was will man denn prüfen? Etwas, das man längst als Meccano ausgearbeitet hat. Es gibt keinen Grund, das jetzt zu verändern. Wir haben Probleme mit der Konkurrenzfähigkeit mit andern Kantonen, das wissen wir alle. Aber das Problem kann man hier nicht so einseitig lösen. Deshalb werden wir die hier formulierte Wunschvorstellung nicht unterstützen und lehnen auch ein Postulat ab.

Daniel Hügli, Bienne (PS). Die Fraktion SP-JUSO-PSA stimmt dem Postulat zu. Für das Verständnis dieses Anliegens ist es wichtig, die beiden Leistungen klar auseinanderzuhalten: Einerseits geht es um die Zeitgutschriften zur Erholung während des Jahres bei Nachtarbeit und Wochenendarbeit. Dabei geht es um eine kurz- und mittelfristige Kompensation. Andererseits gibt es die Möglichkeit einer frühzeitigen Pensionierung aufgrund zusätzlicher Belastung. Das ist also eine langfristige Kompensation am Ende des Berufslebens. Beide Kompensationsarten sind eigenständig und für sich selber gerechtfertigt. Sie können nicht gegeneinander abgetauscht werden. Zu den Gutschriften bei Nacht- und Wochenendarbeit: Gemäss Arbeitsgesetz sind die Nachtarbeit und die Sonntagsarbeit grundsätzlich verboten. Warum? Nachtarbeit von längerer Dauer kann für die betroffenen Arbeitnehmenden gesundheitliche Beeinträchtigungen oder Schäden mit sich bringen. Der Erholungswert des Schlafs am Tag ist nicht gleich wie der Schlaf in der Nacht. Es ist deshalb richtig, den Arbeitnehmenden, die regelmässig in der Nacht arbeiten, zusätzliche Ruhezeiten zu gewähren. Nur so können sie sich von der anstrengenden Nachtarbeit erholen. Es geht hier also um Ausgleichsruhezeiten, die dann auch tatsächlich einen Erholungseffekt mit sich bringen. Gleichzeitig verbietet das Arbeitsgesetz grundsätzlich auch die Sonntagsarbeit. Das Verbot der Sonntagsarbeit stützt sich auf Überlegungen zum Gesundheitsschutz, aber auch auf gesellschaftliche, kulturelle und religiöse Aspekte. Das Wochenende und besonders der Sonntag garantieren mindestens einen wöchentlichen Ruhetag und somit eine minimale Erholung. Aus all diesen Gründen ist es nötig, dass das ganze betroffene kantonale Personal Zeitgutschriften für Nacht- und Wochenendarbeit erhält in der Höhe von 20 Prozent, und zwar auch die Angestellten der Kantonspolizei. Ich danke für die Unterstützung dieses Postulats.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (UDC). Das Postulat verlangt bei Nacht- und Wochenendarbeit gleiche Zeitgutschriften für alle Berufsgruppen. Was bedeutet aber Gleichbehandlung? Die Erhöhung, beziehungsweise die Verdoppelung von 10 auf 20 Prozent erfolgte für das Kantonspersonal in den vergangenen zehn Jahren. Die Polizisten erhielten in der gleichen Zeit lediglich eine Erhöhung von 10 auf 16 Prozent. Es gab aber bereits bisher verschiedene Entschädigungsarten, nämlich eine finanzielle Entschädigung von 5 Franken pro Stunde Zulage oder Zeitgutschriften. Angehörige des Polizeicorps können drei Jahre früher in Pension gehen als die übrigen Kantonsmitarbeitenden. Diese Regelung wird mit zusätzlichen Beiträgen von Arbeitgeber- und Arbeitnehmerseite finanziert. Die Möglichkeit der Frühpensionierung ist nur für die Polizei geschaffen, und damit ist die Differenz dieser 4 Prozent Nachtarbeitszeitgutschrift gerechtfertigt. Es stimmt: Wenn wir nur die Zeitgutschriften anschauen, besteht tatsächlich eine Differenz von 4 Prozent. Aber wenn wir eine Gleichbehandlung wollten,

müssten wir gleichzeitig die Möglichkeit zur Frühpensionierung für Polizisten streichen. Und das wollen wir klar nicht. Zudem würde die Umsetzung dieser Forderung jährlich rund 2 Mio. Franken kosten, weil rund 15 zusätzliche Polizisten angestellt werden müssten. Der Regierungsrat lehnt das Anliegen ab. Auch die SVP-Fraktion wird ein Postulat mehrheitlich und deutlich ablehnen. Ich bitte Sie, das auch zu tun.

Le président. Grossrat Hadorn wurde persönlich kritisiert. Er hat ganz kurz die Gelegenheit für eine Replik.

Christian Hadorn, Ochlenberg (UDC). Ich bin Mitmotionär, und Hubert Klopfenstein hat gefragt, warum ich als Sparer den Vorstoss mitunterzeichnet habe. Ich bin gegen Ungleichheiten und Ungerechtigkeiten. Ich habe telefonisch nachgefragt und mir konnte niemand Auskunft geben, wie es genau ist und warum eine Differenz von 4 Prozent besteht. Dementsprechend haben wir dann diese Motion eingegeben. In der Antwort wurde uns schliesslich erklärt, warum das so ist. Ob das gut ist oder nicht, kann man sich fragen. Denn es dürfte trotzdem kein Tabu sein. Denn jemand, der im Spital oder in der Pflege arbeitet, kann nicht vier Jahre früher in Pension gehen. Warum dann gerade die Polizisten? Beide arbeiten ja in der Nacht. Wenn man hier eine Gleichheit erreichen wollte, dürfte es kein Tabu sein, die Polizisten auch bis zum Alter von 64 Jahren arbeiten zu lassen. Ich bin der Meinung, es sollten alle gleich gehalten werden. Wir können uns gut vorstellen, dass ein Maurer oder ein Bauarbeiter, der den ganzen Tag pickeln muss, früher in Pension geht. Aber das ist etwas anderes.

Beatrice Simon, directrice des finances. Wenn ein Mitarbeitender regelmässig angeordnete Nachtarbeit leistet, wird ihm nicht nur die effektiv geleistete Zeit gutgeschrieben, sondern auch zusätzliche eine Gutschrift auf seinem Jahresarbeitszeitkonto, die sogenannte Zeitgutschrift für Nachtarbeit gewährt. Diese Zeitgutschrift wird als Ausgleich für die höhere Belastung, dem Nachtdienst also, gewährt und ist so im Arbeitsgesetz verankert. Für die meisten Mitarbeitenden der Kantonsverwaltung, die regelmässig solche Nachtdienste leisten müssen, beträgt die Zeitgutschrift 20 Prozent, für Polizisten und Polizistinnen beträgt sie 16 Prozent – wir haben das schon ein paarmal gehört. Die Differenz ist nicht das, was der Motionär – jetzt der Postulant – festgehalten hat; es handelt sich nicht um eine Sparmassnahme, und es ist nicht so, dass aufgrund dieser Sparmassnahme diese Differenz geschaffen wurde. Vielmehr hat die tiefere Zeitgutschrift für Polizisten ganz einfach objektive Gründe – sie wurden hier ja bereits erwähnt: Die Angehörigen der Polizei können drei Jahre früher pensioniert werden als das übrige Kantonspersonal. Und diese Frühpensionierung wird im Sinn einer Massnahme des Gesundheitsschutzes gewährt und stellt damit auch eine Art Entschädigung für die geleisteten Nachteinsätze dar. Das ist der Grund für die Differenz. Würde man den Angehörigen des Polizeicorps neu eine Zeitgutschrift in der Höhe von 20 Prozent gewähren, wäre es zahlenmässig zwar gerecht, aber es würde eine neue Ungerechtigkeit entstehen, weil das restliche Kantonspersonal nicht früher in Pension gehen kann. Das ist so nicht vorgesehen. Deshalb lehnt der Regierungsrat die Motion, die in ein Postulat gewandelt wurde, ab. Was sollen wir noch mehr prüfen? Ein Postulat ist ein Prüfauftrag. Wir haben die Situation so, wie sie sich präsentiert, dargelegt, und der Regierungsrat wird nicht plötzlich eine andere Meinung haben. Lehnen Sie also bitte das Postulat ab.

Le président. Wir kommen zur Bereinigung. Wer das Postulat annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui 45

Non 95

Abstentions 6

Le président. Der Rat hat das Postulat abgelehnt.